

Besançon

Mobilisation contre la loi Duplomb et le retour des pesticides interdits

Une douzaine d'organisations se sont mobilisées, lundi soir, devant l'Agence régionale de santé (ARS), à Besançon, pour dénoncer la proposition de loi Duplomb. Considérée comme une « régression sanitaire et environnementale », elle prévoit de réintroduire certains pesticides interdits.

« Des pesticides dans nos champs, des cancers dans nos sangs. » Le ton était donné ce lundi 2 juin en fin de journée devant l'Agence régionale de santé (ARS) à Besançon. Entre 250 et 300 personnes ont manifesté contre la proposition de loi Duplomb qui, entre autres, prévoit de réautoriser des pesticides interdits, dont les fameux néonicotinoïdes tueurs d'abeilles, au profit d'une minorité d'agriculteurs, notamment les producteurs de betteraves à sucre.

Un débat escamoté à l'Assemblée nationale

Une proposition de loi face à laquelle les députés de la droite, de l'extrême droite et de la majorité présidentielle ont préféré botter en touche, en l'envoyant devant une commission mixte paritaire, pour éviter d'affronter le débat que recherchaient leurs collègues Écologistes et de la France insoumise. De fait, ladite commission devrait



Entre 250 et 300 personnes ont manifesté à Besançon ce lundi. Photo Ludovic Laude

n'être qu'une chambre d'enregistrement, pour une loi décrite non seulement par les députés de gauche, mais aussi par tout ce que compte le pays de naturalistes et de scientifiques, face à une régression sanitaire et environnementale de plus en plus inquiétante. Elle prévoit en effet de faciliter aussi la création de mégabassines ou d'élevages hors-sol, la destruction de zo-

nes humides... « Nous sommes dans un contexte de dérégulation », a tonné Anthony Poulin, suppléant de la députée Dominique Voynet, retenue à l'Assemblée nationale pour faire pression contre une autre loi, qui prévoit de réduire la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Mais les Écologistes n'étaient pas seuls à dénoncer ce texte.

Une douzaine d'organisations, de la Confédération paysanne à la Commission de protection des eaux, du patrimoine de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères (CPEPESC) en passant par les apiculteurs, avaient répondu présents.

Une menace sur le vivant, « tout le vivant »

Rappelant l'abandon du plan Ecophyto, ayant pour objectif la baisse de 50 % de l'usage des produits phytosanitaires, Laura Henkel, chargée de formation en agroécologie au laboratoire Chrono-environnement, a mis dans la balance la « protection du vivant », de tout le vivant, des insectes à l'humain, dont les agriculteurs eux-mêmes, « plus exposés que le reste de la population à certains types de cancers ou à la maladie de Parkinson. » On voit aussi « de plus en plus de preuves d'associations entre expositions aux pesticides et anomalies de développement foetal ». Ou encore « un taux de suicide 43 fois plus élevé chez les agriculteurs, qui souffrent aujourd'hui plus du poids de l'agro-industrie que des normes environnementales. Nous devons leur proposer mieux. Il est urgent qu'ils puissent enfin vivre décemment de leur travail, mais pas au prix de leur santé. »

● Fred Jimenez